

Niveau de vie et mode de vie

Le GROUPE D'ETUDE POUR LES PROBLEMES DE LA PAUVRETE a.s.b.l. (G.E.P.P.) a été chargé par le CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (C.E.S.), en collaboration avec le CENTRE INFORMATIQUE DE L'ETAT (C.I.E) de procéder à l'analyse des données d'une enquête effectuée en 1978 auprès de plus de 2000 individus vivant sur le territoire du Grand-Duché.

L'objectif de l'enquête était de réunir suffisamment de données concrètes sur le niveau de vie et le mode de vie d'un échantillon d'enquêtés représentant l'ensemble des catégories socio-professionnelles du Grand-Duché, pour que des éléments positifs puissent être avancés dans la discussion sur un revenu social minimum.

Puisque nous avons pu utiliser plus haut des études autrement plus exhaustives et fouillées, nous n'allons pas présenter en détail celle du C.E.S. Elle souffre d'ailleurs d'assez graves lacunes en

ce qui concerne l'échantillon. Ainsi les familles étrangères hors-CEE (Portugal, Espagne, ...), les fonctionnaires de l'Etat, les ménages avec plus de trois enfants, les personnes dont le revenu brut est inférieur au salaire minimum et supérieur à 510 000 F par an en 1977 e.a. n'y sont pas représentés. N'empêche que quelques résultats méritent un petit commentaire dans ce dossier.

Ainsi les ménages du 1^{er} décile (= 10% inférieurs de l'échantillon) disposent d'un revenu global mensuel moyen de 15.091 F, perçoivent 3,35% de la masse totale des revenus distribués dans l'échantillon. Par contre, le revenu global mensuel s'élève - en moyenne - à 113.389 F dans les ménages du 10^e décile qui perçoivent 25,17% de la masse totale des revenus distribués dans l'échantillon, soit une part 8 fois plus grande que celle perçue par les ménages du 1^{er} décile.

Ou encore: 50% des ménages de l'échantillon ont un revenu globalement inférieur à 39.300 F. La première moitié de l'échantillon se partage 73% de la masse totale des revenus, alors que la seconde moitié doit se contenter des 27% qui restent.

En ce qui concerne l'analyse du mode de vie, les analystes ont constaté que parmi les indicateurs objectifs l'équipement d'aisance ainsi que la consommation instrumentale varient surtout avec l'âge. Le fait de posséder une machine à laver la vaisselle, une chaîne stereo ou une voiture de tourisme n'est pas en relation avec la position sociale des enquêtés, mais avec leur âge. De même, parmi les indicateurs subjectifs du mode de vie, ils constatent que c'est encore avec l'âge qu'on a de plus en plus tendance à considérer ces biens relevant de la définition du statut social comme inutile ou sans intérêt.

Par contre la perception de biens culturels varie bien avec le statut socio-économique: Plus on aura une profession dont le statut est de type employé, à formation scolaire secondaire, plus on aura tendance à considérer que les vacances, les livres, le théâtre ou le cinéma sont importants, et ceci indépendamment de l'âge.

Zones de précarité

Les chiffres concernant les ménages en situation ou en risque de précarité pécuniaire ont été publiés plus haut (tableau 2, p. 5). Rappelons qu'au total 9,9% des ménages de l'échantillon connaissent une précarité pécuniaire plus ou moins grave et que 18% s'en approchent.

Parmi ces ménages deux catégories surtout doivent être soulignées:

a) Sur 811 ménages de retraités enquêtés, 118 (soit 20%) répondent aux critères de fragilité économique énoncés. Plus souvent qu'en moyenne ces ménages sont composés de 2 ou 3 personnes dépassant 65 ans et ne disposant que d'un seul revenu.

b) Parmi les ménages où l'enquêté est actif, ce sont surtout ceux formés de 4 personnes au moins, qui ont aussi le plus d'enfants, qui, dans les milieux d'agriculteurs ou d'ouvriers, sont le plus menacés par la précarité pécuniaire.

Cette constatation est particulièrement préoccupante, si on la met en relation avec l'évolution démographique. Pour assurer la survie du peuple il faut en effet une moyenne d'un peu plus de 2 enfants par couple. Or, ces ménages sont particulièrement pénalisés dans leur niveau de vie. D'autre part, le niveau de vie très élevé de certains ménages est dû soit à une position socio-économique très élevée, soit à la présence de deux revenus provenant du travail. Dans les deux cas, ces ménages sont caractérisés par le nombre réduit d'enfants. Au sein du groupe des ménages d'employés (p.ex.), 57,3% n'ont pas d'enfant, 24,7% en ont un seul, 18% seulement en ont deux et plus.

Les logiques du niveau de vie

Cette constatation nous amène à un des points saillants des conclusions du G.E.P.P.: Ils cherchent à décrire les logiques contradictoires qui suivent les familles soit pour atteindre un niveau de vie relativement élevé, soit pour maintenir ce niveau à long terme.

Pour atteindre un niveau de vie élevé, les statistiques prouvent qu'il faut

- avoir une formation de niveau élevé et
- se marier relativement tard et
- travailler à deux et
- avoir peu d'enfants ou un enfant et
- avoir ces enfants ou cet enfant relativement tard.

En parlant ici de logique des ménages, nous ne voulons d'aucune façon présenter cette logique comme si elle était simplement le fait d'un calcul privé se trouvant chez un grand nombre de ménages particuliers et constituant ainsi une tendance générale. Cette logique renvoie surtout à une ensemble de conditions économiques, politiques, sociales et culturelles qui sont telles qu'elle s'élabore de préférence à d'autres logiques.

Si une population dans sa majorité pratique à long terme la logique 1 pour atteindre une aisance relativement élevée, elle compromet par cette logique même les chances d'atteindre l'objectif 2 (le maintien de cette aisance), qui lui paraîtra pourtant très important après avoir atteint le premier objectif.

Car pour maintenir un niveau de vie élevé il faudra des travailleurs. Cette majorité ne pourra atteindre l'objectif 2 que si elle peut s'appuyer sur une minorité importante qui, elle, ne pratique pas ou pas encore la logique 1, mais qui, en plus de son travail, produit de futurs travailleurs.

Minorité composée essentiellement de familles avec plus de deux enfants, luxembourgeoises, étrangères de la C.E., étrangères non-C.E.

Non seulement ces ménages présentent une très haute probabilité de se trouver en situation de précarité ou en risque de précarité, mais nous savons par d'autres études que leurs enfants sont exposés à des risques sérieux de désavantage au niveau des formations scolaires et professionnelles.

Les responsables politiques en ont-ils conscience?

m.p.

